

N° 564 juin 2017

N°CPPAP 0220s07170

Fédération FO de la métallurgie

le journal



www.fo-metaux.org

Les USM au service du développement syndical

Le dynamisme des USM ne se dément pas, comme le montrent leurs régulières assemblées générales rassemblant un nombre croissant de métallos, sans oublier le succès de la série de réunions régionales menée par notre Fédération. Au travers de ces structures, c'est l'ensemble du territoire qui est couvert par notre organisation.

GM&S- p.7
Un dossier sensible

Fonderies de Haute-Marne - p. 16
Des questions vitales

IndustriALL Global Union - p. 18
La place des femmes

Sommaire



Ce mensuel est le vôtre...

Organe de la Fédération Force Ouvrière de la Métallurgie,

"FO Métaux LE JOURNAL"

est le magazine de tous ses syndicats et de tous ses adhérents.

Si vous voulez qu'il remplisse efficacement son rôle de lien et de reflet de l'actualité, n'hésitez pas à prendre contact avec la rédaction dès qu'un événement le justifie.

Informez-nous des conflits qui surviennent dans votre entreprise et des accords qui y sont signés. Cela donne des éléments de comparaison et rend service à d'autres syndicats, engagés eux aussi dans des discussions.

Faites-nous part de vos expériences syndicales.

Pour tout ce qui concerne le journal, appelez la Fédération :

Tél. : 01 53 94 54 27 • Fax : 01 45 83 78 87

Chiffes à connaître :

SMIC horaire brut : 9,76 euros

SMIC brut mensuel : 1480,27 euros

Plafond de la sécurité sociale :

3 269 euros par mois

(pour l'année 2017 : 39 228 euros)

Coût de la vie :

+0,1 % en avril (+0,2 % hors tabac);

+1,2 % en glissement sur les 12 derniers mois (+1,2 % hors tabac).

Chômeurs : 3 471 800

(catégorie A, publiés le 24 mai 2017)

Indice de référence des loyers :

125,90 (1^{er} trimestre 2017).

Taux d'intérêt (29 avril) :

+0,78 % au jour le jour.

3 Editorial

4 Le dossier

USM de Haute-Saône :
un développement efficace 4

USM de Côte-d'Or :
une année chargée 4

USM de l'Aisne :
faire grandir FO 5

Métaux des Yvelines :
les métallos FO toujours prêts 5

USM du Calvados :
penser au niveau régional 6

L'équipe fédérale sur la route
des USM 6

8 Actualité sociale

GM&S : un dossier sensible 7

10 Actualité syndicale

ArcelorMittal Construction La
Réunion : une équipe soudée 8

Les Alstom face à
un avenir incertain 8

Toyota Onnaing :
une efficacité reconnue 9

UGITECH : les ferments
du développement 9

PSA Sept-Fons :
la FOi en l'avenir 10

Valéo : des perspectives pour
demain 10

Airbus Marignane :
un syndicat combatif 14

Équipementiers aéronautique :
mieux se coordonner 14

SIMRA Production : accord
éclair sur les salaires 15

Blue solution et Blue Bus :
allez le vert ! 15

Fonderies de Haute-Marne :
des questions vitales 16

ArcelorMittal : Dunkerque
et Fos-sur-Mer
en assemblée générale 17

16 InFOs

Nouveau cycle pour IndustriALL
European Trade Union 18

Citroën Retail en visite
chez PSA Rennes 18

Digitalisation :
FO Métaux reçoit IG Metall 19

IndustriALL Global Union :
la place des femmes 20

Pascal Schmitt nous a quittés 20

20 Vos droits

La parité aux élections
professionnelles 20

22 Jeux

Des Métaux et des mots 22



Et toujours
l'information
en ligne sur...

www.fo-metiaux.com



Depuis plusieurs mois, l'actualité est principalement liée aux différentes échéances électorales politiques. Après l'élection présidentielle, nous sommes à quelques jours des deux tours

des législatives. Tout d'abord, nous tenons à rappeler notre attachement à l'indépendance : quelle que soit l'élection, notre organisation syndicale n'a pas donné et ne donnera jamais de consigne de vote. Il ne nous appartient pas, contrairement aux politiques qui font de l'ingérence vis-à-vis des organisations syndicales, de nous ingérer dans ces élections politiques. Dans une démocratie digne de ce nom, c'est aux citoyen-ne-s de se prononcer pour celles et ceux qui doivent, en fonction de leurs idées ou convictions, diriger le pays. Par contre, nous ne sommes pas dupes et nous resterons vigilants quant aux différentes réformes ou lois à venir afin de défendre les intérêts des salarié-e-s, des retraité-e-s et des chômeurs.

Dans un pays comme la France, et au regard de l'échec des différents gouvernements concernant l'emploi et le chômage, les attentes des citoyen-ne-s sont fortes et nous les comprenons. Les réformes sont parfois nécessaires, mais elles ne doivent pas se faire au détriment du paritarisme ni de l'intérêt collectif des salarié-e-s, des retraité-e-s ou des chômeurs. Il ne faut pas accroître les inégalités et augmenter la précarité en voulant simplement réformer le Code du Travail, au prétexte qu'il serait un frein à l'embauche. Le dialogue social, dans une telle démarche, doit être de mise, et le passage en force sous quelque forme que ce soit doit être écarté car il serait contre-productif vis-à-vis des intérêts de la France, des entreprises et des salariés. Il y a certainement des dispositions du Code du Travail à faire évoluer ou à réécrire, mais cela doit se faire dans le cadre de garanties et de contreparties différentes.

Comme nous venons de l'exprimer, nous entendons rester dans notre rôle et dans la défense des intérêts des salariés et de l'industrie. Mais pour autant, il convient de nous faire entendre par les dirigeants de ce pays, et ce quelles que soient leurs fonctions ou respon-

La souplesse, oui ; le dumping social, non !

sabilités. Au passage, et même si nous avons compris qu'il s'agit d'un gouvernement en quelque sorte provisoire, nous sommes étonnés de sa composition, avec pour ce qui nous concerne une erreur stratégique : l'absence d'un ministre ou d'un secrétaire d'Etat à l'industrie. L'industrie mérite mieux et des réponses claires doivent être apportées sur certains dossiers industriels ; nous pensons plus particulièrement à GM&S et à STX.

Dans le cadre des entretiens entre le président de la République et les organisations syndicales et patronales, il nous faudra à nouveau expliquer nos positions et revendications, et renforcer le rôle essentiel des conventions collectives que défend FO. On sait qu'elles ont été instituées pour éviter le dumping social et réguler le marché du travail dans une même branche d'activité. Pour continuer d'assurer ce rôle primordial, elles doivent s'appliquer à l'ensemble des salarié-e-s travaillant sur le territoire, quelle que soit leur nationalité et celle des entreprises qui les emploient.

Il est également essentiel de réaffirmer la primauté de la convention collective sur le contrat individuel de travail et les accords d'entreprise. S'il est nécessaire de disposer de souplesse, ce n'est certainement pas en voulant privilégier l'axe des seuls accords d'entreprise qui risque d'aboutir à un dumping social et une concurrence déloyale entre les entreprises d'un même secteur, situation qui peut être au final parfois fatale, avec des fermetures. La souplesse, selon les besoins, doit s'organiser au niveau des branches et des partenaires sociaux qui ont la meilleure connaissance des enjeux de leur profession, et avec comme objectif de réguler les dispositions conventionnelles et de préserver les entreprises et les salarié-e-s.



Organe officiel de la
Fédération confédérée FO
de la Métallurgie

Directeur de la publication :
Frédéric Homez

Imp.Spéciale FO Métaux
N° de CPPAP: 0220s07170

Rédaction : Temps Forts

Publicité : PMV
9, rue Baudoin, 75 013 Paris

Contact :
01 53 94 54 00
contact@fo-metiaux.fr

USM de Haute-Saône : un développement efficace

Les métallos FO de Haute-Saône se sont retrouvés le 20 avril pour l'assemblée générale de leur USM. Rassemblés autour de leur secrétaire Sébastien Galmiche, et en présence du secrétaire fédéral Eric Keller et du secrétaire général de l'UD70 Alain Grosdemouge, ils ont fait le point sur la situation du département et ont évoqué notamment la question du développement syndical.

Si notre organisation a vu sa représentativité progresser fortement en Haute-Saône, elle le doit en bonne partie au travail de l'USM et de son équipe. Jeune et dynamique, fortement investie au sein de l'Union Départementale, elle a parfaitement intégré les enjeux de la représentativité et n'a pas ménagé ses efforts pour mettre en œuvre la stratégie de développement définie par notre Fédération. Prête à assurer la relève et à construire l'avenir, l'équipe est également très présente dans les nombreuses commissions et négociations qui se mènent au niveau du département.

Eric Keller a salué cette détermination et cette énergie avant de rappeler l'importance et l'utilité de la formation syndicale. Il a d'ailleurs fait un point complet sur l'offre proposée en ce domaine par la Fédération au service du développement syndical et Antoine Pires, for-



mateur fédéral et métallo de Haute-Saône, est venu compléter et appuyer son propos. Face à un territoire dont la situation économique apparaît contrastée, entre la locomotive PSA et les unités de taille plus modeste qui sont parfois à la peine, faire grandir notre organisation pour mieux défendre les salariés est apparu comme un objectif partagé par tous. Eric Keller a assuré les métallos du soutien de la Fédération dans leurs actions et a promis de revenir pour des opérations de développement et de structuration. Il a conclu en leur donnant rendez-vous le 30 mai pour la réunion régionale des USM de Bourgogne-Franche-Comté.

USM de Côte-d'Or : une année chargée

C'est à Dijon que s'est tenue l'assemblée générale de l'USM de Côte-d'Or le 28 avril. Les métallos se sont réunis autour de leur secrétaire Jean-Pierre de Oliveira et de leur trésorier Laurent Baget, du secrétaire fédéral Eric Keller et du secrétaire de l'UD21 Edouard Guerreiro pour faire le bilan de l'année écoulée.

Chargée. Voilà le mot qui, pour les métallos FO de Côte-d'Or, définit le mieux l'année 2016, sur laquelle ils sont revenus lors de l'assemblée générale de leur USM, le 28 avril. Une importante partie du temps syndical a été consacré à défendre les intérêts des salariés au sein des nombreuses commissions paritaires départementales et régionales. Pour certaines, comme la CPREFF, où siègent Jean-Pierre de Oliveira, le secrétaire des Métaux de Sochaux Pascal Pavillard et Patrick Martin, il a même fallu œuvrer à l'adaptation de la structure à la mise en place des nouvelles grandes régions. Jean-Pierre de Oliveira a aussi présenté aux métallos FO la nouvelle ADEC (action de développement de l'emploi et des compétences) de Bourgogne Franche-Comté, au sein de laquelle il siègera avec Pascal Pavillard en vertu d'un accord triennal. Il est également revenu sur les négociations salariales de l'année passée et sur la décision de FO de ne pas signer l'accord sur les RMGA du fait de propositions patronales trop faibles.

Côté entreprises, les participants ont déploré une pression toujours plus forte sur les salariés, qu'il s'agisse des salaires ou des conditions de travail, face à des directions qui en demandent toujours plus. Ils ont aussi évoqué la lutte de 2016 contre la loi



Travail et la crainte de devoir entamer un nouveau combat prochainement sur le même dossier. Grâce à un plan de syndicalisation ambitieux autant qu'efficace, ils savent qu'ils sont chaque année plus nombreux dans le département et qu'ils n'auront pas à rougir en cas de mobilisation. Eric Keller est ensuite intervenu pour un point sur les dossiers nationaux qui occupent notre fédération et a salué le bon travail de développement de l'USM, rappelant aux militants qu'ils peuvent toujours compter sur notre organisation.

USM de l'Aisne : faire grandir FO



Volkswagen, Azmeyer, SGI, Godin, etc. La plupart des secteurs de la métallurgie étaient représentés lors de l'assemblée générale de l'USM de l'Aisne le 5 mai. Les échanges sur leurs entreprises ont fait apparaître une situation contrastée. Si dans certaines entreprises comme Volkswagen, les résultats et le bon niveau d'activité permettent à FO de signer de bons accords ce n'est pas forcément le cas chez Azmeyer qui craint que le groupe Comeca ne se sépare de cette entité du fait de la faiblesse de son carnet de commandes depuis le début de l'année. Chez Godin, si la presse fait l'éloge de l'entreprise, il n'en reste pas moins que nombre de salariés font état d'une souffrance au travail et qu'il aura fallu toute la détermination de l'équipe FO pour obtenir des propositions salariales acceptables et sans les exigences de hausse de productivité (entre 13 et 20 % sans aucun investissement industriel !) que formulait au départ la direction.

Lionel Bellotti et Gérard Ciannarella ont abordé la question du développement syndical, mettant en avant l'aide apportée par la Fédération sur ce point au travers de son offre de formation syndicale. Les métallos FO, qui pèsent 14,04 % dans le département, se sont montrés particulièrement intéressés par le dispositif, qu'ils entendent bien mettre à profit pour continuer de se renforcer dans les entreprises où FO est présente et de s'implanter dans les entreprises où elle ne l'est pas. Frédéric Homez est pour sa part revenu sur les dossiers nationaux qui mobilisent FO Métaux, comme la refonte du dispositif conventionnel, et a rappelé quelques-unes des revendications formulées par notre organisation dans le livre blanc « Acte IV – pour la défense de l'industrie sur notre territoire » publié à l'occasion de l'élection présidentielle mais dont les constats et propositions resteront pour FO Métaux des références dans les années à venir.

Le familistère de Guise accueillait le 5 mai l'assemblée générale de l'USM de l'Aisne. Réunis autour de leur secrétaire Vincent Lambert et en présence du secrétaire général de la fédération FO de la Métallurgie Frédéric Homez, des secrétaires fédéraux Lionel Bellotti et Gérard Ciannarella, du secrétaire de l'UD 02 et secrétaire adjoint de l'USM Jean-Louis Pion et des secrétaires des USM des Hauts-de-France, les métallos FO ont fait le point sur la situation de la métallurgie dans le département.

Métaux des Yvelines : les métallos FO toujours prêts

Le syndicat FO de la Métallurgie des Yvelines a tenu son assemblée électorale annuelle le 21 avril à Versailles. Les métallos FO du département se sont retrouvés autour de leur secrétaire Philippe Penin, et en présence du secrétaire de l'UD78 Dominique Ruffié et de Mariano Herranz, membre de la CA Fédérale FO Métaux, qui représentait notre Fédération. Cette assemblée a permis de présenter le rapport d'activité du syndicat ainsi que la situation sociale et syndicale dans les entreprises des Yvelines.

Au-delà du bilan des combats menés en 2016, les métallos FO des Yvelines, à l'occasion de l'assemblée générale de leur syndicat des Métaux le 21 avril, se sont penchés sur le fonctionnement de leurs instances et sur les moyens de l'améliorer pour un service accru aux salariés et aux militants : mise en place d'un forum électronique d'échanges, intensification de la campagne de syndicalisation, nouvelle répartition des tâches, renforcement des liens avec les structures fédérales... Dans cette optique, l'accent a été mis sur les apports de la formation syndicale et l'importance de suivre le parcours que propose notre Fédération dans ce domaine. Un point a également été réalisé sur l'aide apportée aux différentes sections syndicales.

Enfin, un tour de table a permis aux représentants des différentes entreprises du département, qui couvrent la plupart des secteurs de la métallurgie (Alpa, Bull, Viapaq, Continental, Metter Toledo, General Electric Medical System, Varian, Schindler, EPS, Bronsavia, D2T, Kuehne Nagle, SGI, Suzuki, Kion France Service...), de dresser un tableau de la situation industrielle et sociale. Comme dans beaucoup d'autres territoires, la situation apparaît contrastée et les métallos FO se sont accordés pour dire que les



salariés et l'industrie continueraient d'avoir besoin de notre organisation pour être défendus. Après l'adoption du rapport d'activité et de trésorerie, ils ont renouvelé le bureau du syndicat.

Le bureau élu

Le nouveau bureau élu est composé de Philippe Penin (secrétaire), Michèle Lofong (secrétaire adjointe), Jean-Marc Pinet (trésorier), Michel Rochard (trésorier Adjoint), Christian Rigal (archiviste) et Abdelkader Assaki.

USM du Calvados : penser au niveau régional

Comment se porte la métallurgie dans le Calvados ? C'est une des questions sur lesquelles se sont penchés les métallos FO du département lors de l'assemblée générale de leur USM le 17 mai. Réunis à l'UD de Caen autour de leur secrétaire Dominique Jaquot, du secrétaire fédéral Lionel Bellotti, du secrétaire de l'UD14 Pierrick Salvi et des responsables d'USM de l'Orne et de Seine-Maritime, ils ont également échangé sur le développement syndical.

Dans la droite ligne des réunions régionales d'USM menées par notre Fédération depuis le début de l'année, les métallos du Calvados avaient invité leurs homologues des départements voisins à leur assemblée générale. Objectif : mieux se coordonner par un partage renforcé des informations et de la communication. Une méthode des plus appropriées face aux enjeux du développement syndical. En effet, malgré la création de sept implantations depuis 2015 (Howmet, Techma, Manumasure, Lecomte, Aluthil, ACMH et Renault Trucks), FO a connu une légère baisse de sa représentativité sur le département. L'explication ? Sur 144 entreprises de la métallurgie dans le Calvados, les 10 plus grandes concentrent à elles seules la moitié des effectifs du secteur. La fermeture d'Honeywell a ainsi eu un impact bien au-delà de cette entreprise. « Il faut redoubler d'efforts pour s'implanter dans les PME et ne pas voir notre représentativité trop dépendre des grands sites, résume Lionel Bellotti. Il faut donc réfléchir et échanger davantage au niveau régional. »



Le tour de table a ensuite permis de prendre le pouls des implantations FO, notamment des nouvelles venues. Par exemple, chez ACMH, les métallos sont remontés contre une direction qui manœuvre pour délocaliser alors que les commandes sont là et interdit la maintenance des outils. Chez PSA aussi, malgré d'importants volumes d'activités, les salariés craignent des externalisations. Du côté d'Inteva, le recours au chômage partiel est récurrent et ne pas s'être donné les moyens financiers de sa stratégie industrielle a fait prendre du retard au site. « Dans beaucoup d'entreprises, explique Lionel Bellotti, on constate qu'un nombre croissant de pièces sont faites à l'étranger, ce qui n'est pas acceptable. Nous continuons de nous battre pour la fabrication en France, dans l'intérêt des salariés et de l'industrie. »

L'équipe fédérale sur la route des USM

La tournée régionale des USM s'est poursuivie s'est achevée en ce mois de mai. L'équipe fédérale emmenée par le secrétaire général de la Fédération FO de la métallurgie Frédéric Homez est allée à la rencontre des respon-



sables d'USM des régions Pays-de-la-Loire le 3 mai à Nantes, Auvergne-Rhône-Alpes le 16 mai à Lyon et Bourgogne-Franche-Comté le 30 mai à Sochaux.



GM&S : un dossier sensible



Une machine détruite par les salariés et jetée à la rue.

Les métallos de GM&S attendaient un épilogue. Ils ont eu droit à une prolongation. Le 24 mai, le tribunal de commerce de Poitiers, qui devait se prononcer quant à un repreneur pour cet équipementier automobile de la Creuse placé en redressement judiciaire depuis décembre dernier, a prolongé la période d'observation en vue d'une reprise jusqu'au 30 juin, en posant comme condition un redémarrage de la production. Ils devront donc encore attendre pour savoir s'ils sortiront victorieux du combat qu'ils mènent pour la survie de leur entreprise depuis plusieurs années.

Parmi les facteurs expliquant la déconfiture de GM&S, la gestion catastrophique des repreneurs successifs du site, avec près de quatre PSE depuis 2006, n'a en rien arrangé la situation. Le dernier en date, le groupe italien GM&S a repris l'usine fin 2014 pour la somme symbolique de trois euros (empochant également un peu moins d'un million d'euros au titre du CICE, dont FO Métaux a démontré le manque d'efficacité quand il n'y a pas de conditions à son utilisation), imposant au passage cinq puis six jours de chômage partiel par mois aux salariés. À sa grande époque, ce fabricant de trottinettes spécialisé ensuite dans l'emboutissage employait 600 salariés et réalisait 60 millions d'euros de chiffre d'affaires. Le nombre d'ouvriers a été divisé par deux et le chiffre d'affaires, par trois. En juillet dernier, les salariés ont vu la fin du travail de nuit et la diminution a continué jusqu'à à peine deux jours et demi par semaine à présent. Absence d'investissements et de stratégie industrielle, PSA et Renault comme principaux clients jouant leur propre partition... Autant de conditions préparant au désastre et que FO, qui pèse 20 % chez GM&S, dénonce depuis longtemps, notamment par la voix de son secrétaire de syndicat Frédéric Dupuy. Près de 280 emplois sont dans la balance...

L'usine est toujours debout mais les 280 métallos sont prêts à « tout péter » pour sauver leur emploi. Dans leur viseur, PSA et Renault, principaux clients de l'entreprise, qui concentrent à eux seuls 80 % de l'activité selon une note d'un cabinet d'experts-comptables daté de février 2017. Alors que l'industrie automobile française relève enfin la tête –notamment grâce aux accords négociés et signés par notre organisation– les commandes passées par les deux constructeurs sont en baisse continue depuis fin 2016, et ces derniers refusent l'affectation des nouveaux volumes qui pourrait relancer l'entreprise ;

un phénomène aussi incompréhensible qu'inacceptable pour les salariés, mais aussi pour l'ensemble des habitants de La Souterraine, tous derrière les métallos de GM&S, deuxième plus gros employeur privé du département.

Mais les métallos n'ont jamais eu l'intention de se laisser faire. Face à la catastrophe industrielle et sociale annoncée, ils réclament plus de travail et n'ont pas hésité pas à le faire savoir directement aux donneurs d'ordre, comme le 19 avril dernier, où 180 d'entre eux se sont rendus à Paris pour crier leur colère sous les fenêtres de PSA. La veille, le groupe stéphanois GMD était le seul à s'être manifesté auprès du tribunal de commerce de Poitiers pour une éventuelle reprise. Un nom de sinistre mémoire pour les salariés de GM&S qui se souviennent de la proposition faite par l'entreprise en 2014 de ne reprendre que 210 postes sur les 330 que comptait alors le site. Cette fois-ci, il ne reprenait que 100 salariés sur 280. Les GM&S ont, dans la foulée, bloqué le site de PSA Poissy, puis ceux de Foix et de Flins, multipliant, avec l'aide de notre Fédération, les interventions à Bercy et recevant même le soutien du légendaire groupe de rock Trust lors d'un concert à la Souterraine. Le 10 mai, avec l'aval de la direction locale, l'usine a stoppé la production et la livraison des pièces à PSA et Renault. Suite à une réunion le 19 mai à Bercy, PSA et Renault acceptent d'augmenter respectivement leurs commandes de 10 à 12 millions d'euros et de 5 à 10 millions d'euros.

Alors que l'attente se poursuit, notre organisation continue de déplorer la situation et de se battre pour tous les salariés et pour l'avenir du site. « Face à ce cri de désespoir, ce sentiment d'absence de perspective face à l'emploi et cette impression d'abandon, l'Etat doit prendre ses responsabilités, de même que les donneurs d'ordre, pour sauvegarder un maximum d'emplois, explique le secrétaire fédéral Laurent Smolnik. Quand les salariés détruisent deux machines de travail et menacent de faire sauter leur usine avec des bombes de gaz, on ne peut pas les laisser sans réponse. Il faut apporter une réponse industrielle et sociale pour pérenniser le site et les emplois. »

Confrontés à la menace de la fermeture de leur site, des salariés de l'équipementier automobile GM&S Industry, dans la Creuse, se démènent depuis de longs mois et agissent sur tous les fronts. Alors que le tribunal de commerce de Poitiers vient de prolonger la période d'observation en vue d'une reprise jusqu'au 30 juin, FO Métaux revient sur ce dossier difficile.



Les salariés ont menacé de faire sauter le site.

ArcelorMittal Construction La Réunion : une équipe soudée

Le secrétaire fédéral Lionel Bellotti et le représentant syndical national FO ArcelorMittal Pascal Villain se sont rendus à La Réunion du 9 au 11 mai à la rencontre de l'équipe FO d'ArcelorMittal Construction La Réunion emmenée par son secrétaire Jean-François Toupart. Au menu des échanges : la situation de l'entreprise, le développement syndical et les craintes des salariés quant à l'avenir.

Chez ArcelorMittal Construction La Réunion, les 86 salariés vivent depuis plusieurs mois dans la crainte. Face à une concurrence toujours plus forte et agressive, ils constatent une baisse du volume d'activités de leur site que leur direction ne fait rien pour endiguer. Certes, des investissements importants ont été réalisés pour doter l'établissement de nouveaux outils mais l'opération a été mal pensée et génère un surcroît de tâches pour les salariés. Globalement, les erreurs se succèdent faute de véritable stratégie industrielle et commerciale. « Depuis quelques années, des PSE tombent avec régularité sur les unités d'ArcelorMittal Construction et les métallos de La Réunion redoutent d'être les prochains sur la liste, synthétise le RSN FO Pascal Villain. Cette extrémité serait d'autant plus inacceptable pour eux que cela reviendrait à faire payer les salariés pour les errements de la direction et à sacrifier, une fois de plus, l'emploi sur l'autel de la rentabilité. »

Pour se défendre, les salariés peuvent compter sur notre organisation, majoritaire sur le site, et surtout sur l'équipe solide, jeune et motivée qui entoure le secrétaire du syndicat Jean-François Toupart. « Ils ne sont pas seulement costauds au plan syndical, explique fiè-



rement Lionel Bellotti. Ils ont également une connaissance poussée de leur marché et de ses particularités liées à l'insularité, du contexte économique et industrielle et de la complexité des questions liées à l'emploi. Autant de notions essentielles pour pratiquer un syndicalisme efficace, responsable et pragmatique. » Ces compétences, les métallos FO de La Réunion comptent bien les muscler encore, notamment par le recours à la formation syndicale, dont Lionel Bellotti a présenté les mérites. Malgré l'éloignement, ils ont convenu de trouver des solutions pour bénéficier de la formation fédérale. « La distance géographique n'empêche pas la Fédération d'être proche de tous les métallos FO et de travailler avec eux à résoudre tous les problèmes qu'ils peuvent rencontrer », conclut Lionel Bellotti.

Les Alstom face à un avenir incertain

Les 16 et 17 mai, c'est à Rouen que se sont retrouvés les métallos FO d'Alstom pour une coordination autour de leur délégué syndical central Philippe Pillot et du secrétaire fédéral Eric Keller. Deux journées riches qui ont permis de faire le point sur la situation du groupe Alstom et ses sites, mais aussi de suivre une session de formation sur les lois Rebsamen et El Khomri.

« FO a été et reste moteur de la défense des salariés dans le Ferroviaire et notamment l'emploi que ce soit au niveau local, régional ou national. » Ce constat s'applique également très bien à Alstom, malgré un contexte défavorable. Et pour obtenir des résultats toujours meilleurs, les métallos sont bien décidés à implanter notre organisation sur les sites où FO n'est pas encore présente. La plupart des sites font face à des baisses d'effectifs ainsi qu'à un mouvement de délocalisation, en particulier à Saint-Ouen ou chez VPF. Sur Petit-Quevilly, le site profite d'un nouveau marché en développement mais les métallos se battent pour la reconnaissance des classifications et le respect des conventions collectives. Omans fait aussi face à une baisse des effectifs et s'insurge contre la stratégie de fabrication à bas coût du groupe tout en exigeant des embauches pour faire face au retour annoncé de volumes de production. Reichshoffen attend toujours des commandes fermes pour le train régional Régiolis tandis que les effectifs fondent. Le site semble se tourner vers la rénovation, sans assurance d'une meilleure rentabilité pour autant. Quant à Belfort, si les métallos se sont félicités d'avoir sauvé le site l'an dernier,



notre organisation reste pessimiste sur le long terme... Pour les métallos FO, la question de l'avenir du groupe attend toujours une réponse, alors que les investissements ont été divisés par deux en 2016 et que les salariés n'ont même pas eu de participation. « Alors que les suppressions d'emplois par départs non remplacés et les délocalisations d'activités continuent, il devient urgent de voir enfin garanti la pérennité d'Alstom », a conclu Eric Keller

Toyota Onnaing : une efficacité reconnue



Avec plus de 230 000 Yaris produites chaque année sur le site d'Onnaing, Toyota dispose en France d'une implantation qui marche bien. Et ce ne sont pas les métallos FO qui diront le contraire. Lors de leur assemblée générale du 22 avril, ils ont d'ailleurs expliqué les nombreuses actions de FO pour que les salariés profitent eux aussi de cette bonne situation. Ainsi, en 2016, ils ont négocié une participation qui a été triplée ainsi qu'un intéressement d'un très bon niveau, qui se montera à 1 030 euros rien que pour le troisième semestre 2017. Mais le pouvoir d'achat n'est pas tout : GPEC, temps de travail, bien-être au travail, PERCO, etc. Les nombreux accords négociés et signés par FO ont démontré, si besoin était, l'efficacité de la politique contractuelle et la capacité de notre organisation à amener du concret aux salariés. Afin d'aller encore plus loin dans la défense des salariés et de l'industrie, l'équipe FO compte poursuivre et amplifier son plan de développement, qui a notamment permis le lancement d'un site Internet et

une large communication sur tous les sujets intéressants les salariés. Une large part des échanges a d'ailleurs porté sur la campagne électorale pour les prochaines élections professionnelles prévues en octobre 2017. Les métallos se sont réjouis d'apprendre la venue de Jean-Claude Mailly sur leur site le 27 juin prochain. Laurent Smolnik a conclu la réunion par un point sur les dossiers nationaux qui mobilisent l'équipe fédérale et a assuré l'équipe du soutien de la Fédération.



L'UL de Valenciennes a accueilli le 22 avril l'assemblée générale du syndicat FO de Toyota Onnaing. Venus nombreux, les métallos FO se sont retrouvés autour de leur secrétaire Fabrice Cambier, du secrétaire fédéral Laurent Smolnik, du secrétaire de l'UL de Valenciennes et de l'USM du Nord Jean-Paul-Delahaie et du secrétaire de l'UD59 Jean-François Duflo. La réunion a permis de faire le point sur la santé du site et sur l'activité syndicale.

UGITECH : les ferments du développement

Les 13 et 14 avril, le secrétaire fédéral Lionel Bellotti est allé à la rencontre des métallos FO d'UGITECH, une équipe jeune, motivée, parée à œuvre pour le développement syndical et qui s'organise déjà dans la perspective des élections professionnelles de 2020. Focus.

Ancienne structure d'Usinor-Sacilor, UGITECH, spécialiste des produits longs en acier inoxydable, jouit d'une solide réputation dans la sidérurgie. Avec près de 1 260 salariés et une centaine d'intérimaires, le site d'Ugines (Haute-Savoie), géré par ses actionnaires allemands, a réussi à échapper aux problèmes qu'ont connu beaucoup d'entreprises du secteur ces dernières années. Mieux : une véritable stratégie industrielle est à l'œuvre, des investissements ont été réalisés pour la soutenir et les résultats sont là. Les effectifs, quant à eux, se sont en bonne partie renouvelés avec l'arrivée de nombreux jeunes sur le site.

Et côté syndical ? FO est la force qui monte. Notre organisation a su attiré une bonne partie des nouveaux arrivants et, réunie autour du secrétaire du syndicat FO Mickaël Colavitto et du trésorier Franck Souquet, l'équipe s'est vue renforcée par ce sang neuf. Venu à leur rencontre, Lionel Bellotti leur a fait une présentation complète du dispositif fédéral et des stratégies de développement arrêtés par l'équipe fédérale afin de compléter les savoirs déjà transmis par les anciens sur le site, notamment dans le domaine de la formation, sur les cadres et la syndicalisation. « L'idée était de leur montrer tout ce que notre Fédération met à leur disposition pour les aider et accroître leur autonomie, explique Lionel Bellotti, mais aussi les inciter à profiter de toute la force FO. » Et cela a plus que fonctionné



puisque une large partie de l'équipe s'est montrée enthousiaste devant le dispositif de formation fédérale, qu'elle va prochainement mettre à profit. Un rapprochement est également dans l'air avec la nouvelle section syndicale UGITECH de Bourg-en-Bresse. Forte de ses 17 % aux dernières élections professionnelles, l'équipe se donne trois ans pour progresser, conquérir la confiance des salariés et augmenter son score.

PSA Sept-Fons : la FOi en l'avenir



Les métallos FO de PSA Sept-Fons se sont retrouvés pour l'assemblée générale de leur syndicat le 7 mars autour de leur secrétaire Patrick Laurent, et en présence du secrétaire général de la Fédération FO de la métallurgie Frédéric Homez, du secrétaire fédéral Laurent Smolnik, du DSC Christian Lafaye, du DSC adjoint Pierre Contesse, du secrétaire des Métaux de Sochaux Pascal Pavillard et de Deborah Schorr, secrétaire du syndicat FO PSA Mulhouse.

La situation sur le site PSA de Sept-Fons s'est bien améliorée et les mois à venir s'annoncent sous de bons auspices. Voilà ce qui est ressorti de l'assemblée générale du syndicat FO à laquelle les métallos ont participé le 7 mars. Dressant le bilan de l'année écoulée, le secrétaire du syndicat Patrick Laurent s'est félicité que l'atelier d'usinage tant attendu par les salariés ait été installé en septembre dernier. De l'avis général, la montée en cadence de cet atelier au fil des mois constitue un bon signe pour le futur du site et les métallos s'en sont réjouis. Pour autant, ils ont évoqué les attaques incessantes dont le diesel fait l'objet depuis plusieurs mois et sont inquiétés des baisses de volumes sur les carters cylindres.

Christian Lafaye et Laurent Smolnik les ont assurés du soutien de la Fédération dans ce dossier et ont rappelé les interventions de notre organisation auprès des pouvoirs publics. Le délégué syndical central est ensuite revenu sur le rachat d'Opel par PSA et sur l'impact positif que l'opération pourrait bien avoir sur l'avenir de la fonderie de Sept-Fons. Lau-

rent Smolnik a appuyé le propos en soulignant l'opportunité que constitue le rachat tout en rappelant que FO resterait vigilante sur ses conséquences pour le groupe PSA et ses salariés. Il a d'ailleurs rappelé que l'accord négocié et signé par notre organisation préservait la situation des métallos pour les trois années à venir. Il a tracé un historique des accords de compétitivité depuis la loi de sécurisation du travail de 2013 et a fait remarquer que près de la moitié de ces accords avaient été négociés et signés dans le secteur automobile. « Notre organisation a fait beaucoup dans ce domaine en sachant prendre ses responsabilités pour défendre l'industrie et les salariés », a-t-il déclaré. Il a conclu son intervention par un bref retour sur les mauvaises passes traversées par les constructeurs français ces dernières années pour expliquer que, grâce à FO, l'essentiel avait été sauvé. Frédéric Homez a abordé l'ensemble des dossiers d'actualité, appuyant également les actions portées par les militants FO de PSA et, plus largement, du secteur automobile.

Valeo : des perspectives pour demain

Les 11 et 12 avril, les secrétaires fédéraux Géraldine Nivon (également coordinatrice FO Valeo) et Laurent Smolnik se sont rendus à la rencontre des équipes FO des sites Valeo d'Angers, Blois et Sens. Objectifs : prendre la température des sites, voir de près leurs évolutions et échanger avec les directions. Compte-rendu.

On pourrait presque dire que Valeo Vision éclaire l'automobile, puisque l'entreprise est un spécialiste reconnu des optiques et des éclairages intérieurs et extérieurs. C'est à la rencontre des équipes FO de ses trois sites d'Angers, Blois et Sens que se sont rendus les secrétaires fédéraux Géraldine Nivon et Laurent Smolnik les 11 et 12 avril. Suite à la négociation et la mise en place d'un Observatoire de la Vie Sociale (OVS), qui permet à ses trois membres (Géraldine Nivon, le délégué syndical central Bruno Lepage et Eric Chauviret, secrétaire du syndicat de Cergy) de se déplacer deux fois par an sur les sites, l'équipage a fait le tour des dits sites à la rencontre des métallos et de leurs directions.

« Nous avons pu constater que des investissements ont été réalisés sur ces sites, explique Laurent Smolnik. Les résultats sont là, les commandes aussi ; il est rassurant de voir qu'il y a des perspectives d'avenir et qu'une vraie dynamique est à l'œuvre. » Angers est même appelé à devenir le site « premium » de Valeo, preuve que le groupe se porte bien. La délégation fédérale a même pu voir que les prémisses de la révolution industrielle 4.0 étaient déjà là, sous la forme de chariots de transport filoguidés dernier cri,



dont les multiples capteurs permettent notamment de prévenir des accidents, améliorant d'autant les conditions de travail. « Les équipes de Willy Duval à Angers, de Lucienne Lemaire à Blois et de Marie-Laure Pertuisot à Sens sont motivés et attentives à ces évolutions », a ajouté Laurent Smolnik. Seul bémol : une utilisation un peu abusive de l'intérim alors qu'aucune suractivité ne se fait ressentir. Mais sur le volet de l'emploi comme sur beaucoup d'autres, FO soutient avec constance ses revendications...

NOTRE EXPERTISE ACCOMPAGNE VOS NÉGOCIATIONS

60*

C'EST LE NOMBRE D'ANNÉES
D'EXPERTISE D'HUMANIS DANS
L'ACCOMPAGNEMENT
DES NÉGOCIATEURS

Qui a dit que vous étiez seul à vous engager pour la protection sociale des salariés ?

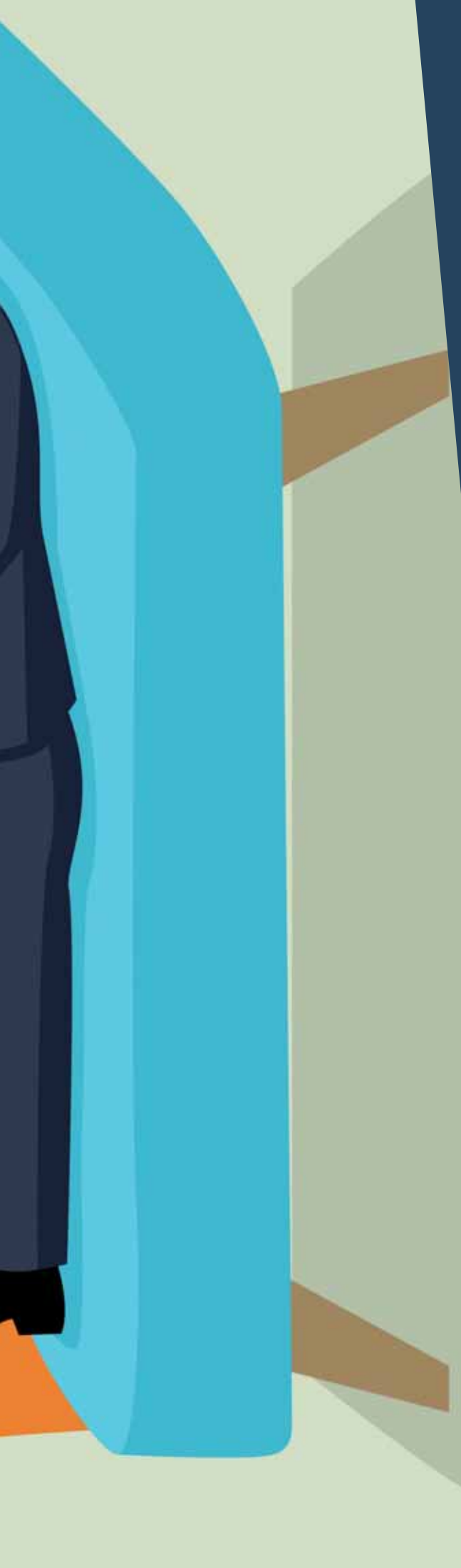
Les experts **Humanis** sont à vos côtés et vous conseillent dans la négociation et la mise en place d'accords d'entreprise et de branche en santé, prévoyance et épargne salariale. Acteur majeur de la négociation paritaire collective depuis 60 ans, le Groupe **Humanis** partage les mêmes valeurs et objectifs que vous : l'humain au cœur de la négociation pour le bien-être des salariés.

Contactez votre interlocuteur : **Jean-Paul Lefebvre**
06 08 74 84 75 • jeanpaul.lefebvre@humanis.com

humanis.com

***Vous êtes cadre ?
Ne vous trompez pas d'interlocuteur !***





**[Pour les problèmes au boulot,
ce sera plus rapide avec FO!]**

***Pour tout renseignement,
contactez votre délégué FO Métaux***



Airbus Marignane : un syndicat combatif

L'assemblée générale du syndicat FO Airbus Marignane s'est déroulée le 30 mars. Les métallos FO se sont retrouvés en nombre autour de leur secrétaire Edwin Liard, et en présence du secrétaire fédéral Philippe Fraysse, du coordinateur FO Airbus Yvonnick Dreno et du secrétaire de l'UD13 Franck Bergamini pour analyser la situation de leur site et les actions à venir.

Présente dans toutes les instances représentatives du personnel, notre organisation n'a pas chômé chez Airbus Marignane cette année, comme l'a montré le rapport d'activité présenté par Edwin Liard, en particulier avec les nombreuses réunions autour des projets Adapt et Pulse, qui s'annonce comme un vrai bouleversement dans la manière de se former, dans le suivi de la gestion de carrière et des compétences, etc. Les accords négociés ont également été nombreux, en particulier sur le temps de travail avec pas moins de 11 modifications d'accords ! Mais pour faire respecter les droits des salariés, la force de persuasion de FO n'a pas toujours suffi et il aura fallu assigner la direction en justice en 2016 pour non-respect de l'accord sur le forfait jour avec la suppression de la prime autonomie. Même si cela a commencé à porter ses fruits avec une volte-face de la direction, le combat est loin d'être terminé.

Naturellement, l'équipe FO a beaucoup communiqué sur son travail et l'application « MyFO » remporte un large succès chez les salariés. Les métallos FO ont éga-



lement été très présents sur le terrain ainsi que dans les médias et continue de faire évoluer leur communication au plus près des salariés. D'autant qu'ils sont demandeurs d'informations face à un agenda social chargé : amendement à l'accord sur le PERCO, groupe de travail sur le droit à la déconnexion et au repos choisi, commissions sur la participation et l'intéressement, regroupement des négociations collectives pour 2018 dans le cadre de la loi Rebsamen... La politique salariale a bien sûr été au cœur des échanges. Face aux efforts et aux sacrifices consentis par les salariés depuis 3 ans et aux bons résultats du groupe, Edwin Liard a détaillé le combat de FO pour une juste rétribution de leurs efforts, en coordination avec les autres équipes FO Airbus.

Enfin, après un point sur l'actualité sociale du groupe par Yvonnick Dreno, Philippe Fraysse s'est exprimé sur les dossiers qui mobilisent notre Fédération au plan national et a assuré les métallos FO de Marignane du soutien de notre organisation dans leurs actions.

Équipementiers aéronautiques : mieux se coordonner

Les équipementiers aéronautiques de la région Midi-Pyrénées se sont retrouvés en coordination le 25 avril à l'UD de Toulouse autour de la secrétaire fédérale Nathalie Capart. Entre échanges sur leurs problématiques et discussions sur l'aide que peut leur apporter notre Fédération, le programme était chargé.

Plusieurs sociétés du groupe Safran, Athos aéronautique, SAS Falgayras, Continental Automotive ou encore CIMPA : les équipementiers aéronautiques sont nombreux en Midi-Pyrénées et ont une place importante dans la métallurgie. Les réunir en coordination le 25 avril autour de la secrétaire fédérale en charge du secteur Nathalie Capart s'est donc imposé comme une évidence. Parmi les présents, on comptait aussi des équipementiers automobiles dont une part de l'activité concerne l'aéronautique. Après l'ouverture de la réunion par le secrétaire de l'USM Eric Ziegler, qui a salué « une initiative qui montre l'attachement de notre Fédération à l'aéronautique », et en présence du secrétaire des Métaux de Toulouse Gérard Pimbert et du secrétaire fédéral Bruno Reynes, les métallos FO ont entamé de riches échanges autour du développement chez les cadres, de la situation de leurs entreprises mais aussi de questions techniques sur les pratiques syndicales.

Au-delà de ces questions, Nathalie Capart est revenue sur le dossier de la représentativité pour expliquer que « là où nous sommes implantés, notre force est incontestable, mais nous devons accroître notre nombre d'implantations pour continuer de progresser ». Elle a donc poursuivi sur le développement syndical et la syndicalisation, « des priorités absolues pour notre Fédération afin de mieux défendre les salariés ». Elle a également évoqué les dossiers nationaux qui mobilisent FO Métaux, telles que la refonte du dis-



positif conventionnel, les élections professionnelles et les nouvelles obligations de parité qui découlent de la loi Rebsamen, sans oublier l'agenda social et les négociations à venir sur la pénibilité ou le numérique. Les participants ont apprécié cette réunion, importante notamment pour ceux rattachés aux Métaux de Toulouse, qui ont pu ainsi créer de nouveaux liens avec leurs homologues du secteur et se réjouir du large soutien de notre Fédération à leurs actions.

SIMRA production : *accord éclair sur les salaires*



C'est ce qu'on appelle l'efficacité : engagées le 4 avril (1^{ère} réunion d'ouverture purement administrative), les négociations sur les salaires chez SIMRA Production ont débouché sur un accord le 5 mai ! Alors que l'activité est à la baisse depuis le début de l'année, les métallos FO, majoritaire chez SIMRA, ont revendiqué et obtenu avec brio une enveloppe globale de 1,5 % d'augmentation permettant une progression du pouvoir d'achat pour tous les salariés de l'entreprise. La partie n'était pourtant pas gagnée d'avance chez ce spécialiste dans le domaine de la tôlerie-chaudronnerie et des sous-ensembles, filiale du groupe d'ingénierie Segula, dont les projets de développement marquent le pas. Si l'usine de 7 000 mètres carrés dont la construction a été lancée en 2014 est bien là, la centaine d'emplois attendue n'a pas été créée. Le nouveau site devait permettre d'acquérir de nouveaux métiers dans la soudure, la découpe laser et les métaux durs, la production de pièces complexes avec l'acquisition d'équipements de formage par presse, le tout s'inscrivant

dans un projet plus global lancé par Simra Production. Depuis, les effectifs n'ont pas évolué et marquent plutôt une tendance à la baisse, faute de nouveaux volumes d'activité, en partie du fait des réorganisations chez Airbus, qui se réapproprie en interne des tâches jusqu'alors externalisées.

Les métallos FO ont voulu agir avec célérité sur la question salariale afin de pouvoir se concentrer sur le nouveau projet de cession que l'équipe syndicale conduite par Philippe Giloury aura à analyser avec la plus grande vigilance dans les mois à venir. En effet, le groupe Segula entend se recentrer sur le secteur automobile et se sépare de ses autres activités, et donc de SIMRA. C'est le fonds d'investissement français IDI, dont l'Etat est actionnaire (à hauteur de 17 %), qui tient la corde. Sa ligne officielle est de pérenniser les sites industriels qu'il reprend. Pour autant, notre organisation jugera sur pièces et se prépare donc à analyser le projet avec la plus grande circonspection.

Une seule réunion : voilà ce qu'il aura fallu aux métallos FO de SIMRA Production, sous-traitant aéronautique basé à Saint-Nazaire, pour parvenir à un accord sur les salaires malgré un contexte difficile de baisse d'activité. Explications.

Blue Solutions et Blue Bus : allez le vert !

A ce jour, la RATP a commandé 43 bus électriques expérimentaux au groupe Bolloré, dont 23 roulent sur la ligne 341 à Paris. Pour répondre à la commande, l'industriel breton dispose des sites Blue Solutions et Blue Bus à Ergué-Gabéric (Finistère), où notre organisation est bien implantée. Laurent Smolnik est allé à la rencontre des équipes syndicales et du délégué syndical Marc Démézet le 18 mai. Alors que l'écologie et la transition énergétique occupent plus que jamais le devant de la scène, de nombreux sites industriels se sont déjà mis au vert. Ainsi de Blue Solutions et Blue Bus, filiales du groupe Bolloré, qui produisent des batteries électriques, notamment pour les Autolib', et des bus propres. L'activité a le vent en poupe, les commandes rentrent et le site a bénéficié d'un investissement de 40 millions d'euros pour l'installation d'une deuxième ligne de fabrication. Le terrain voisin a même été récemment acheté dans la perspective d'une extension de l'usine. Autant dire que les 300 salariés de Blue Solutions ainsi que leurs 100 collègues de Blue Bus envisagent sereinement l'avenir. Le site comporte également une troisième société, Blue Odet, spécialisé dans la production de papier et de films plastiques.

A l'occasion de son déplacement, Laurent Smolnik a retrouvé son homologue de la Fédération FO du bâtiment (à laquelle est rattaché Blue Odet) Albéric Delplanque. Avec l'UD et les différentes équipes syndicales réunis autour d'eux, ils ont donc travaillé à renforcer les liens entre les trois entités et à favoriser une meilleure coordination de



l'activité syndicale. « Nous avons à cœur d'harmoniser nos pratiques et d'instaurer une logique de travail commune afin de constituer bientôt une délégation pour ces trois unités dans la perspective des nombreuses négociations qui jalonnent la vie d'une entreprise », résume Laurent Smolnik. Face à la demande croissante concernant leurs produits, les militants FO de cette filiale verte du groupe Bolloré ont en effet tout à gagner à préparer l'avenir également au plan syndical.

Les fonderies de Haute-Marne : des questions vitales

Après les Ardennes, c'est dans la Haute-Marne que le secrétaire fédéral Lionel Bellotti a réuni les fondeurs FO le 27 avril, à l'UL de Saint-Dizier, en présence de la secrétaire de l'UD52 Dominique Perchet, du secrétaire de l'USM52 Hervé Guillemain et du secrétaire de l'UL Jérôme Sergent. Etat des lieux industriel, social et syndical : les métallos FO ont pu échanger sur leur situation, mais aussi définir ensemble des pistes de rapprochement et de collaboration entre les équipes FO pour parvenir, ensemble, à mieux défendre l'industrie et les salariés.

Alors que la concurrence des pays émergents se précise, en particulier sur les produits à haute valeur ajoutée, les fonderies françaises poursuivent leur descente dans le classement mondial et subissent l'érosion de leurs effectifs. Le secteur n'en conserve pas moins des atouts et des attraits, à commencer par des savoir-faire reconnus et une capacité intacte à réaliser des produits complexes. Ce n'est d'ailleurs pas pour rien que notre organisation revendique une redynamisation de cette activité essentielle pour l'industrie, même si la situation de certaines unités, en particulier celles travaillant pour l'automobile, s'améliore, de même que celles œuvrant pour le BTP du fait de l'embellie immobilière constatée ces derniers mois. « Trop de fonderies demeurent cependant liées à un seul secteur d'activité et s'en trouvent fragilisées, déplore Lionel Bellotti. L'actuelle baisse des coûts de transport fret favorise de plus la concurrence internationale. » Depuis 2008, les fondeurs ont perdu près de 23 % de leurs effectifs, contre 10 % pour l'industrie dans son ensemble. Il leur faut également affronter la révolution numérique qui chamboulera le secteur dans les prochaines années.

Face à cette situation, les métallos FO ont fait des constats préoccupants. Chez Saint-Gobain Bayard, l'activité est forte et une partie importante de la production part à l'export. Pourtant, on ne compte plus les heures supplémentaires et la hausse du nombre d'intérimaires du fait du gel des embauches. La cause ? Les retombées de la situation globale de Pont-à-Mousson Saint-Gobain,

qui affecte ainsi même les unités les plus performantes. Beaucoup de départs en retraite sont à redouter dans les prochains mois et l'équipe FO met les bouchées doubles en vue des élections professionnelles de 2018. Du côté de GHM Wassy, après une recapitalisation par l'actionnaire SLF, l'activité connaît une légère reprise, essentiellement tirée par le BTP. Reste que la visibilité ne dépasse pas quelques semaines et que les salariés sont inquiets. Chez Hachette & Driout, entre problèmes de qualité et activité partielle depuis le début de l'année, l'équipe FO redoute la perte de savoir-faire du fait des nombreux départs annoncés. A la fonderie de Brousseval et Montreuil, FO dénonce une situation inédite qui voit l'activité partielle côtoyer les heures supplémentaires, les salariés bénéficiant cependant d'une participation, de nombreuses primes et d'augmentations salariales. Enfin, chez Ferry Capitain, la production est en baisse mais la direction entend y remédier en se réorientant vers l'aéronautique et l'éolien. Elle compte ensuite investir également le secteur médical.

Soutenir les fonderies

Pour les métallos, faute de stratégie industrielle, d'investissements et d'une vraie volonté de soutenir le secteur, ce sont tous les savoir-faire de la fonderie française qui se trouvent en danger. « Le mode de transmission des compétences est en train de déposséder les salariés de leurs savoir-faire, regrette Lionel Bellotti. Sur le département et dans le secteur, la part de l'intérim va croissante et les intérimaires passent d'une fonderie à l'autre au fil des mois sans plus avoir besoin d'être formés, mais en restant précaires. Or, à travers leur précarité, c'est celle des fonderies qui s'organise et que nous dénonçons. » Mais comme trop souvent, FO se trouve bien seule pour faire bouger les lignes sur un dossier qui rassemble plusieurs en un et comporte des aspects vitaux pour le secteur. Grâce à cette rencontre, ils ont convenu de renforcer leurs liens et de coordonner davantage leurs actions à l'avenir afin de pouvoir peser plus efficacement sur le devenir de la fonderie française, et ainsi mieux défendre les salariés et l'industrie.



Les métallos FO bien décidés à défendre le secteur.

ArcelorMittal Dunkerque : moderniser l'outil industriel



Réduire la dette du groupe et maintenir le niveau de ses prix : telles sont, pour les observateurs de la sidérurgie les deux priorités du groupe ArcelorMittal. Voilà pourquoi les métallos FO de Dunkerque se sont largement réjouis, lors de leur assemblée générale du 26 avril, des 31 millions d'euros d'investissements annoncés la veille pour leur site. Pour autant, notre organisation n'a pas manqué de rappeler que des investissements étaient nécessaires sur l'ensemble du périmètre français du groupe afin d'assurer la pérennité de l'outil industriel.

De pérennité il était également question au plan syndical. Pour peser dans les négociations, que ce soit sur le site ou au GESIM (convention collective de la sidérurgie), il est crucial de poursuivre et d'amplifier le développement syndical et le développement. Lionel Bellotti a souligné sur ces points l'importance de la formation

syndicale et a incité les métallos à concrétiser leur projet de réimplanter FO sur le site ArcelorMittal de Mardyck, distant de quelques kilomètres. Il est ensuite revenu sur les dossiers nationaux qui mobilisent notre organisation et

a fait remarquer que, alors que la compétitivité est encore trop souvent réduite au seul coût du travail, il faudrait, dans le cadre de la sidérurgie dont les effectifs ne représentent que 6 à 8 % des coûts, que les directions changent de perspectives et trouvent d'autres pistes. Il a aussi rappelé la victoire dans laquelle FO a joué un rôle important sur la mise en place de taxes sur l'acier chinois et russe l'an dernier. Enfin, il a rappelé qu'il fallait se préparer à négocier un nouvel accord cadre pour l'après CAP2016, et donc arrêter de nouvelles revendications et lignes rouges.

La réunion s'est terminée par un hommage à Serge Vanderlynden, qui faisait valoir ses droits à la retraite au 1^{er} mai 2017. Le départ de ce délégué syndical, élu CHSCT et membre de l'IPSAS laissant le poste de secrétaire adjoint libre, Fabrice Vignali s'est présenté pour lui succéder et a été élu à l'unanimité.

Les métallos FO d'Arcelor-Mittal Dunkerque ont tenu l'assemblée générale de leur syndicat le 26 avril. Rassemblés autour de leur secrétaire Christian Decoudu et en présence du secrétaire fédéral Lionel Bellotti, du secrétaire de l'USM du Nord Jean-Paul Delahaie, du DSC AMAL Norbert Cima et de Jean-Jacques Fournier (secrétaire de l'UL de Dunkerque), ils ont notamment débattu de l'importance de la syndicalisation et d'une plus large implantation de FO.

ArcelorMittal Fos-sur-Mer : des métallos soudés

Quelques jours après Dunkerque, c'est le syndicat FO d'ArcelorMittal Fos-sur-Mer qui se réunissait en assemblée générale, le 2 mai. Les métallos se sont rassemblés en présence des secrétaires fédéraux Lionel Bellotti et Gérard Ciannarella (également secrétaire de l'USM13), ainsi que du secrétaire de l'UD13 Franck Bergamini, du DSC David Thourey, du RSN Pascal Villain et du représentant au comité de groupe européen Frédéric Weber. L'occasion pour tous les participants de revenir sur les actions de l'année écoulée et de se pencher sur les défis qui attendent FO, notamment dans le domaine du développement syndical.

Gérard Ciannarella est revenu sur le dossier de la représentativité, en particulier dans les Bouches-du-Rhône, saluant le travail des métallos qui ont contribué aux bons résultats de notre organisation, sans cacher qu'il faudrait maintenir l'effort, notamment via les négociations d'accords préélectorales, pour renforcer l'implantation de FO. « Pour un syndicat comme le nôtre qui a retrouvé sa représentativité récemment et sait ce que c'est d'être sous les 10 %, a réagi David Thourey, le développement est devenu un réflexe et un mode de fonctionnement. » Tractage régulier, présence dans toutes les négociations : l'équipe syndicale se démène dans la perspective des élections professionnelles de 2018 et entend bien ne rien lâcher dans la dernière ligne droite. Autre sujet de préoccupation pour eux : l'intérêt porté par le groupe au site italien d'Illa, mis en sommeil par la justice italienne depuis plu-



sieurs années. Fos-sur-Mer redoute le réveil de ce géant, d'autant plus que les investissements se font rares sur le site français dont l'usure inquiète. Lionel Bellotti a souligné que, face à une demande mondiale en hausse, Fos-sur-Mer avait toute sa place dans le dispositif sidérurgique méditerranéen et que notre organisation comptait bien aider à la défendre. Comme l'a résumé David Thourey : « nous ne demandons qu'à être performants ! Mais pour cela, il faut des investissements qui permettront d'optimiser et de pérenniser notre site. »

Nouveau cycle

pour IndustriALL European Trade Union

Notre Fédération recevait le 18 mai des délégations syndicales espagnoles et portugaises pour une réunion de la région sud-Ouest d'IndustriALL European Trade Union, dont fait également partie la France. Le programme était chargé pour les syndicalistes réunis autour du secrétaire fédéral Paul Ribeiro.

Il s'agissait en effet d'une réunion destinée à préparer le prochain comité exécutif de la fédération européenne, le premier après son congrès de Madrid, au travers du partage et des échanges qui font la richesse de cette collaboration syndicale. Au menu : la situation politique, économique et sociale dans les trois pays avec un important focus sur la métallurgie et la mise en perspective de ces éléments en vue du comité exécutif qui se tiendra en juin à Londres (un choix à forte portée symbolique après le Brexit et les inquiétudes qu'il génère dans le milieu syndical, en particulier au Royaume-Uni). « Nous avons expliqué que FO ne donnait pas de consigne de vote, expliquent Paul Ribeiro et Stéphane Martegoute, mais que notre organisation n'en connaît pas moins les enjeux des scrutins présidentiels et législatifs pour les salariés qu'elle représente. Fidèles à nos principes, nous dialoguerons avec tout le monde et jugerons sur pièces. » Alors des élections sont à venir en Allemagne, en Grande-Bretagne ou encore en Italie, la question politique et ses conséquences seront, à n'en pas douter, au cœur des discussions de ce prochain comité exécutif.

Le contexte européen a également été ausculté par les participants, notamment sa détérioration et les fragili-



tés manifestes des trop nombreux pays à s'être vus imposé des politiques d'austérité. Le recul du dialogue social inquiète également les syndicalistes de tous les pays et tous sont conscients de la nécessité de rester unis pour agir efficacement. Sur ce point, ils se sont également attardés sur la « task force » de développement syndical mise en place par IndustriALL European Trade Union. « Il y a un consensus sur la nécessité de coopérer pour favoriser un plus fort développement dans de nombreux pays où le syndicalisme est trop souvent entravé, notamment en Europe de l'Est, précise Paul Ribeiro. Parmi les points d'entrée, notre réflexion s'axe sur la présence de nombreux sièges de multinationales dans ces pays où il faut nouer des contacts pour constituer des têtes de pont avec l'ambition de promouvoir le dialogue social. » D'après les participants, le prochain comité exécutif sera également l'occasion d'insister sur la nécessité d'une véritable Europe sociale, que FO a toujours appelé de ses vœux.

Citroën Retail en visite chez PSA Rennes

Le 15 mai, une délégation de l'équipe FO du Retail Citroën (réseau commercial) est allée à la rencontre de l'équipe syndicale FO de l'usine PSA de Rennes. Emmenée par la coordinatrice Patricia Bocciairelli, ils ont renforcé les liens entre les métallos des deux structures. Le site PSA de Rennes compte parmi les plus importants du constructeur automobile et notre organisation s'y appuie sur une équipe dynamique conduite efficacement par Nadine Cormier, secrétaire du syndicat FO. Pour les militants FO du réseau commercial Citroën, visiter l'usine le 15 mai en sa compagnie et celle de Pierre Contesse, délégué syndical central adjoint FO PSA, n'était pas seulement de voir de plus près un site industriel de premier plan, c'était aussi l'occasion de renforcer les liens entre militants de notre organisation au sein de la grande famille automobile.

Au cours de près de 3 heures de visite, la délégation emmenée par la coordinatrice FO Retail Citroën a ainsi pu voir l'emboutissage, les chaînes de montage des Citroën C5 ainsi que des Peugeot 5008, 508 et 3008, découvrant ainsi toutes les étapes de la fabrication des véhicules vendus en concession. Ils ont également pu parcourir l'ensemble



de la chaîne de production et montage de la voiture 100% Electrique du constructeur : la E-Mehari. La visite s'est achevée par une rencontre entre les métallos du réseau commercial et du constructeur qui a permis de tisser de nouveaux liens qu'ils mettront à profit lors de leurs prochaines actions et réflexions

Digitalisation :

FO Métaux reçoit IG Metall

Moteurs reconnus de l'Union Européenne, la France et l'Allemagne font face à de nombreuses problématiques communes, en particulier dans le domaine de l'industrie. C'est donc tout naturellement que le syndicat IG Metall et les organisations syndicales françaises ont décidé voilà plusieurs années de renforcer leurs liens afin d'enrichir les relations franco-allemandes d'une dimension syndicale, notamment pour lutter contre la désindustrialisation. Chaque réunion s'organise autour d'une thématique précise en groupe de travail entouré d'experts. Les 11 et 12 mai, dans les locaux de notre Fédération, ce sommet syndical s'est consacré à un thème que les métallos FO connaissent bien : la digitalisation.

Pour aborder et traiter au mieux ce vaste et complexe sujet, plusieurs sous-thématiques ont été privilégiées. Ainsi, Jan Siedentopp, du ministère fédéral allemand de l'économie et de l'énergie et Konrad Kligenburg, d'IG Metall, ont réalisé une présentation très complète sur la stratégie nationale autour de la numérisation et de l'usine 4.0, qui ont permis de mettre en lumière les initiatives des pouvoirs publics Outre-Rhin sur la question et le rôle d'IG Metall dans le dossier. Philippe Darmayan, président d'Alliance du futur, organisme gestionnaire de politiques publiques, a détaillé la manière dont s'y prend la France en la matière, déplorant au passage le retard de l'Hexagone sur ce point. Le secrétaire fédéral Eric Keller a pré-

senté le travail réalisé par FO Métaux, en particulier le guide du numérique dévoilé lors du congrès fédéral de La Rochelle et le groupe de travail mis en place par notre Fédération. Ce faisant, il est revenu sur les problématiques liées au numérique, les inquiétudes de notre organisation mais aussi les leviers d'actions identifiés par FO Métaux et ses préconisations. L'intervention de métallos tels que Jean-Marc Escourrou, d'Airbus Central Entity, a permis d'apporter un précieux éclairage sur la manière dont la digitalisation s'installait dans les entreprises.

« La réunion a montré que nombre des problématiques identifiées étaient transverses même si elles présentent des particularismes des deux côtés du Rhin, résume le secrétaire fédéral Paul Ribeiro. Au-delà, nos travaux soulèvent des interrogations les conditions de travail, la protection des données, le rôle du syndicalisme, la formation et surtout l'emploi aboutissent à cette question qu'il nous faudra résoudre pour défendre l'industrie et les salariés : quels outils et actions pour que l'humain conserve une place centrale dans cette nouvelle révolution industrielle ? »

Dans le cadre des relations syndicales franco-allemandes qui voient la tenue régulière de réunions entre IG Metall et les organisations syndicales françaises, notre Fédération a accueilli les 11 et 12 mai la session d'échanges entre les responsables des deux pays, consacrée à un sujet que FO Métaux connaît bien : la digitalisation.



Bulletin d'adhésion

Je désire adhérer au syndicat FO Métaux le plus proche ou prendre contact avec FO Métaux :

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Tél. :

Entreprise :

A retourner à :

Fédération FO de la Métallurgie
9 rue Baudoin - 75013 Paris
Tél. : 01 53 94 54 00

IndustriALL Global Union : la place des femmes

Genève accueillait du 26 au 28 avril le premier comité exécutif d'IndustriALL Global Union après son congrès de Rio. Paul Ribeiro représentait FO Métaux lors de cette réunion internationale qui devait permettre de faire un tour d'horizon de la situation économique, industrielle et syndicale ainsi que des enjeux pour l'organisation et des objectifs qu'elle se fixe pour les prochaines années.

Si un congrès marque toujours un moment primordial dans la vie d'une organisation syndicale, les premières réunions de travail qui suivent sont tout aussi cruciales, en ce qu'elles donnent le ton du mandat qui commence. Pour IndustriALL Global Union, dont FO Métaux est un des membres fondateurs, le comité exécutif de cette fin avril constituait une étape importante juste après son congrès de Rio. Le nouvel exécutif de l'organisation (son président Jörg Hofmann, son secrétaire général Valter Sanches et ses trois secrétaires généraux adjoints Jenny Holdcroft, Kemal Özkan et Atle Høie) y prenait officiellement ses fonctions et les échanges devaient permettre de mettre en place les plans d'actions destinés à traduire concrètement les orientations fixées à Rio. La réunion a également permis de revenir sur les nombreux enjeux du combat syndical, en particulier au travers du comité des femmes, qui s'est réuni préalablement.

« Les femmes, on l'oublie trop souvent, constituent près de la moitié des salariés que les organisations syndicales défendent, rappelle Paul Ribeiro. Les conditions de travail et les salaires ne sont qu'un aspect des problématiques à prendre en compte, car de l'Afrique à l'Amérique du Sud en passant par

l'Asie, les femmes rencontrent des difficultés spécifiques à la culture de leurs pays. Le seul point commun est très souvent la forte pression qu'elles subissent du fait de leur engagement syndical. » Si la réunion a permis de s'accorder sur la nécessité de favoriser leur accès aux responsabilités dans tous les domaines, elle a aussi conduit IndustriALL à décider de traiter les projets en ce domaine séparément des programmes d'actions régionaux afin de clarifier la question des budgets nécessaires à la défense de cette cause.

Au-delà, IndustriALL a renouvelé son constat d'une baisse des effectifs industriels et a approfondi ses réflexions sur l'organisation du combat syndical dans un monde en perpétuel mouvement, en particulier sur la nécessité de mener des campagnes de syndicalisation ambitieuse en direction des femmes et des jeunes, et de s'impliquer davantage dans les négociations avec les multinationales pour des accords efficaces et vivants. Autant d'orientations dans lesquelles se retrouve FO Métaux...



Pascal Schmitt nous a quittés

La Fédération a appris avec tristesse la disparition de Pascal Schmidt le 21 avril à l'âge de 56 ans.

Figure connue et respectée chez Amcor Flexibles Sarrebourg, Pascal était conducteur de machines production mais surtout un métallo FO aux fortes convictions. L'engagement syndical était pour lui une seconde nature et c'est comme élu CE sans étiquette qu'il a commencé par se mettre au service des autres. Au début des années 2000, il fait la connaissance de Benoît Weicheldinger, qui reprend alors la section syndicale FO et deviendra un ami proche. Il rejoint alors les rangs de notre organisation et devient rapidement élu DP en 2004, élu au comité d'entreprise suppléant et trésorier adjoint de la section syndicale. L'an dernier, il avait pris les responsabilités de secrétaire du comité de groupe. Il était également un spécialiste pointu du dossier des retraites qui répondait toujours avec bonne humeur et efficacité aux nombreuses sollicitations des militants et des salariés.

A l'ensemble des métallus d'Amcor Flexibles Sarrebourg et plus largement au sein de la coordination FO Amcor, il laisse le souvenir d'un collègue jovial, d'un militant

dévoué, d'un responsable syndical compétent et disponible, qui savait mettre ses convictions au service de la défense des salariés. Amoureux de la nature, il était également un infatigable marcheur et un passionné d'arboriculture.

La Fédération FO de la métallurgie et son secrétaire général Frédéric Homez, ainsi que le secrétaire fédéral Paul Ribeiro, qui le connaissait bien, partagent la peine de son épouse et de sa famille et leur adresse ses condoléances ainsi qu'à celles et ceux qui l'ont connu et aimé.



La parité aux élections professionnelles

Depuis le 1^{er} janvier 2017, la loi dite « Rebsamen » n°2015-994 a imposé que les listes de candidats aux élections professionnelles représentent l'équilibre des sexes dans l'entreprise (C. trav., art. L.2314-24-1). Cette obligation concerne les élections DP et membres du CE, titulaires et suppléants.

Désormais, il est obligatoire que chaque liste contienne une alternance entre femmes et hommes reflétant la proportion des deux sexes dans le collège électoral concerné. A défaut, l'annulation de l'élection du candidat surnuméraire du sexe surreprésenté peut être demandée (C. trav., art. L.2314-25).

Qu'est-ce que la proportion d'hommes et de femmes ?

Il s'agit de la part d'hommes et de femmes inscrits sur la liste électorale pour chaque collège. La répartition doit être fournie par la direction afin que l'on puisse déterminer sur le nombre de sièges, combien seront attribués à tel ou tel sexe (C. trav., art. L.2314-24-2). Pour cela, il faut multiplier le nombre de siège par le pourcentage de chaque sexe et le diviser par 100.

A titre d'exemple, si 5 sièges sont à pourvoir dans le collège Technicien/agent de maîtrise (des titulaires CE) comprenant 60 % d'hommes et 40 % de femmes, les calculs seront les suivants :

$5 \times 60 / 100 = 3$; 3 sièges seront attribués à des candidats masculins

$5 \times 40 / 100 = 2$; les deux sièges restants reviendront à des candidates.

Si le nombre de candidats à désigner pour chacun des deux sexes n'est pas entier, le nombre sera arrondi à l'entier supérieur en cas de décimale supérieure ou égale à 5, à l'entier inférieur dans le cas inverse.

Cette fois-ci, dans le collège ouvrier (toujours titulaire CE), 5 sièges sont à pourvoir et la liste comprend 75 % de femmes et 25 % d'hommes :

$5 \times 75 / 100 = 3,75$, arrondi à la décimale supérieure, on obtient 4 sièges pour les femmes, un siège pour les hommes.

En outre, en cas de nombre impair de sièges à pourvoir et de stricte égalité, la liste comprend indifféremment un homme ou une femme (C. trav., art. L.2314-24-1 ; L.2324-22-1).

Dernière hypothèse, la part d'hommes et de

femmes est de 50/50 dans le collège cadre, avec toujours 5 sièges à pourvoir. Deux seront attribués à chaque sexe et le dernier pourra être pourvu indifféremment par un homme ou une femme.

Ainsi, représentation équilibrée ne veut pas dire nécessairement réserver 50% des sièges à l'un des deux sexes mais refléter l'équilibre présent sur la liste électorale.

Qu'est-il entendu par alternance ?

Une fois le nombre de siège déterminé, la liste doit alterner entre les candidats des deux sexes. La loi est indifférente à ce que soit présenté en premier un homme ou une femme tant que les personnes qui suivent sont alternativement du sexe opposé.

Si l'on reprend notre collège Technicien/Agent de maîtrise, la liste pourrait ressembler à ce qui suit :

■ un homme, une femme, un homme, une femme, un homme

Dans le collège ouvrier :

■ une femme, un homme, une femme, une femme, une femme

Dans le collège cadre :

■ une femme, un homme, une femme, un homme, une femme ou un homme ;

■ un homme, une femme, un homme, une femme, un homme ou une femme

Quel est le sort d'une liste ne comportant qu'un seul candidat ?

Les textes comportent l'obligation d'une alternance, il semble donc logique que dans les

listes ne comportant qu'un seul candidat, la règle de la parité ne s'applique pas car aucune alternance n'est possible (TA Châteauroux, 23-2-2017, n°11-17-000053).

A défaut d'un nombre suffisant de candidat pour respecter la parité, que faire ?

Pour éviter toute contestation, il est préférable de présenter une liste incomplète pour respecter la parité et l'alternance. Cette option est envisageable sous réserve de l'appréciation souveraine des tribunaux et les décisions de jurisprudence à venir.

S'il manque deux femmes dans notre collège cadre, il pourra être présenté un homme et une femme.

Il pourrait également n'être présenté qu'un seul candidat dans l'hypothèse où seul un sexe est représenté mais le syndicat peinerait à trouver des candidats dudit sexe. C'est le cas d'espèce qui avait été attaqué par la décision précitée. Le tribunal a fait droit à cette technique pour ne pas avoir à appliquer la parité mais la décision n'est pas définitive puisqu'une partie s'est pourvue en cassation. S'il semble sure que l'alternance ne puisse s'appliquer en présence d'un seul siège à pourvoir initialement, dans le cas où cette solution est utilisée pour éviter d'être soumis à cette obligation, il n'est pas impossible que la Cour de cassation se positionne différemment.

Quelles sont les conséquences du non respect de la parité ?

Le juge judiciaire peut être saisi d'une demande d'annulation des candidatures litigieuses. Il pourra y faire droit que ce soit pour une surreprésentation ou pour l'absence d'alternance.

Aucune clause de renonciation au contentieux contenue dans le protocole d'accord préélectoral ne peut empêcher la saisine du juge.

Après l'annulation, l'employeur n'a pas l'obligation d'organiser d'élections partielles quand bien même ces annulations auraient pour conséquence qu'un collège ne soit plus représenté ou que le nombre de DP ou de membre du CE soit réduit de moitié ou plus (C. trav., art. L.2314-7 ; L.2324-10 ; TA Châteauroux, 23-2-2017, n°11-17-000053).

Des métaux et des mots

Tous les mois, FO Métaux vous propose mots croisés et sudoku, ainsi qu'un peu de culture, syndicale bien sûr, autour d'un mot chargé d'histoire et que les métallos connaissent bien.

Solution du n° 563

7	2	1	8	9	6	5	4	3
9	5	6	1	3	4	7	2	8
8	3	4	5	2	7	1	9	6
3	4	9	7	6	5	2	8	1
1	6	5	9	8	2	4	3	7
2	8	7	3	4	1	9	6	5
6	7	2	4	1	8	3	5	9
5	9	8	2	7	3	6	1	4
4	1	3	6	5	9	8	7	2

Sudoku

					3			
3		5		1			9	
		4	8				5	7
		1		8	4			
	9						6	
			5	7		1		
1	2				8	4		
	7			4		8		3
			3					

Mots croisés n° 564

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
A										
B										
C										
D										
E										
F										
G										
H										
I										
J										

Solution du n° 563

S	E	D	E	N	T	A	I	R	E
I	N	A	T	T	E	N	T	I	F
L	F	H	N	A	N	F			
H	O	R	O	D	A	T	A	G	E
O	U	L	I	N	O	A	U		
U	R	G	O	C	L	A	R	I	
E	C	G	A	I	E	D	L		
T	H	A	I	R	E	F	I	L	
T	E	N	E	B	R	E	U	S	E
E	R	O	S	C	E	N	T	E	R

Horizontalement

A. Elle est souvent de sortie. B. Pour la mise au point de son portable. C. Positif ou négatif. Oncle d'Amérique. Avalé. D. Milieu de filles. Pour passer au concret. Bordure de lit. E. Saint normand. Aspirer fortement. F. Au centre des pensées de chacun. Tomba des nues en hiver. G. Site maya. Symbole chimique. H. La fin des haricots. Refusai de se mettre à table. En action. I. Elles sont dans tous leurs États. J. Quand la flotte n'a pas coulé.

Verticalement

1. Elles font briller les étoiles. 2. Toujours vert. 3. Ami de Harry Potter. Accord en toutes lettres. Pas en étage. 4. Déplacé. Pour les visages pâles. Aide à l'habitat. 5. Résidence tournante. Sur la toile. 6. Créée d'un bloc. Un peu de chagrin. 7. Moins tordue. 8. En briques. Vin rosé effervescent. Aux extrémités des rues. 9. Là, ce n'était pourtant pas la vie de château. 10. Interrompt avant le prochain acte.

Le mot du mois : Branche

Les accords de branche sont-ils menacés par les ordonnances que le gouvernement semble décidé à prendre pour réformer le code du travail ? On veut croire que non, et les militants FO sont en tout cas bien décidés à en défendre le principe.

Si les premiers accords de branche sont apparus aussitôt après la loi du 25 mars 1919 instituant une nouvelle norme qui a pris le nom de « convention collective », le mot existait depuis longtemps, et sans doute même détiendra dans cette rubrique un record d'ancienneté. C'est en effet vers l'an 980, dans un texte anonyme sur la Passion du Christ, qu'apparaît le mot « Branche », issu du bas latin *branca*, à l'origine « patte » (d'un animal), puis, par analogie de forme, branche d'arbre. Peu à peu, le terme s'étend à tout ce qui affecte la même apparence, toute ramification ou division, tout *embranchement*. Objet physique, tel un chandelier à sept branches, mais aussi représentation abstraite, comme une branche familiale (qui figure sur un arbre généalogique), les différentes branches de l'enseignement (classique, moderne, technique) ou encore, nous y voilà, l'ensemble des entreprises qui fabriquent la même catégorie de produits.

On passera sur les *branchages* et les *branches mortes*, on évitera la situation précaire de qui se trouve *comme l'oiseau sur la branche*, mais on surveillera ceux qui (à cause de mauvais choix industriels ?) *scient la branche sur laquelle ils sont assis*. Quant au verbe *brancher*, il dit bien ce qu'il veut dire, comme si l'on rattachait au tronc (ou à une *maîtresse branche*) un rameau séparé. Il vaut surtout pour son participe passé, celui du jeune *branché*, jamais coupé de ce qui est à la mode (mais si la *branchitude* se porte bien, le mot ne figure pas encore au dictionnaire).

Et si un collègue vous interpelle d'un « Salut, vieille branche ! », une familiarité attestée depuis 1877 ? Là, il faut avouer que la logique de l'expression nous reste obscure.



AG2R LA MONDIALE

Santé & Prévoyance

ON SE COMPREND MIEUX QUAND ON EST PROCHE

Nous sommes l'interlocuteur privilégié des branches professionnelles dans la mise en place et le suivi des régimes de protection sociale complémentaires conventionnels de santé et de prévoyance.

Déployées sur plus de **100 sites en région**, nos équipes de terrain interviennent au plus près des entreprises et des salariés, des employeurs et des particuliers.

Et, **solidaires** parce que nous ne voulons oublier personne, nous renforçons notre **engagement social** auprès des plus fragiles.



EXPERTISE
ACCOMPAGNEMENT

PROXIMITÉ

SOLIDARITÉ

Pour en savoir plus : Joël Bienassis
Direction des Accords Collectifs

Tél. : 01 76 60 85 32
dac-interpro@ag2rlamondiale.fr



RELEVONS ENSEMBLE

le défi de l'innovation sociale

ASSUREUR D'INTÉRÊT GÉNÉRAL,

KLESIA est un organisme paritaire à but non lucratif qui se concentre sur la protection des personnes : en complémentaire santé, prévoyance, épargne retraite et action sociale. Son action s'inscrit dans une démarche responsable, tant à l'égard de ses clients que de ses partenaires.